

AU CŒUR DU G20 : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE PROGRES ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Déclaration du groupe des Associations

L'avis qui nous est présenté vient compléter un ensemble de propositions du CESE en faveur d'une croissance plus équilibrée « au service du bien-être des femmes et des hommes ».

Déjà en 1948, la Déclaration universelle des droits humains faisait de la sécurité sociale et de la protection contre le chômage des points fondamentaux de l' « idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations ». Le G20 est aujourd'hui une instance décisive pour que, dans son agenda, la dimension sociale de la mondialisation devienne enfin une priorité politique mondiale traduite dans des engagements concrets.

Le groupe des associations soutient donc la proposition d'une feuille de route pour un socle de protection sociale qui doit intégrer une réflexion sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises au niveau international.

Ce socle devrait pouvoir être financé par la création d'une taxe sur les transactions financières qui doit aller de pair, et non se substituer, à la réévaluation de l'aide publique au développement dans le respect des Objectifs du millénaire sur lesquels notre assemblée avait appelé à la plus grande attention en juillet 2010.

Par ailleurs, le groupe des associations soutient l'ensemble des propositions de l'avis en matière de régulation financière. Nous aurions toutefois certainement pu aller plus loin en matière de lutte contre la corruption et les paradis fiscaux, alors même que des propositions en ce sens existent, portées notamment par le monde associatif.

Enfin, le groupe des associations tient à souligner l'urgence de parvenir à une régulation efficace des marchés agricoles et alimentaires. Cette régulation doit favoriser le développement d'une agriculture paysanne et familiale plus respectueuse des hommes et des femmes.

Pour les associations, cette question est indissociable d'une meilleure articulation entre le G20 et le système onusien, seul à même de garantir la représentation des pays les plus pauvres.

Plus généralement, il nous apparaît indispensable que, comme le propose l'avis, de véritables espaces de dialogue soient institués entre le G20 et la société civile, dont les fondations et les associations qui sont en première ligne en matière de solidarité internationale.

Le groupe des associations a voté l'avis.